

LES FAITS MARQUANTS DE LA CDP 8 A LA CLD: JEUDI 13 SEPTEMBRE 2007

Les délégués à la CdP 8 à la CLD se sont réunis dans un segment de haut niveau de 10 h à 21 h 30. Le groupe de contact sur les programmes et budgets et le Comité des amis du président sur le plan stratégique décennal se sont réunis tout le long de la journée et le groupe de contact sur le CRIC s'est réuni l'après-midi et s'est poursuivi dans la soirée.

LE SEGMENT DE HAUT NIVEAU

La présidente de la CdP 8, Cristina Narbona, a ouvert le Segment de haut niveau. Grégoire de Kalbermatten, responsable du secrétariat de la CLD, a présenté, de la part du Secrétaire Général de l'ONU, Ban Ki-moon, une déclaration soulignant que les menaces jumelles des changements climatiques et de la désertification affectent notre capacité de réaliser les OMD d'ici 2015, et qui fait part de sa hâte de voir le rôle que le plan stratégique décennal va jouer dans la lutte contre la désertification.

Le Secrétaire exécutif désigné de la CLD, Luc Gnacadja, a accueilli avec satisfaction l'adoption du plan stratégique décennal qui apporte une cohérence et une compréhension commune à la mise en œuvre de la CLD. Décrivant sa vision de la gestion d'une entreprise réussie, il s'est "engagé," en concertation avec l'ensemble des acteurs appropriés, à restructurer le Secrétariat de manière à le rendre capable de mettre en application la stratégie, à concrétiser toutes les recommandations figurant dans le rapport de l'UIC ainsi qu'une budgétisation axée sur les résultats et vérifiable, à engager les acteurs du secteur privé et à communiquer, de manière régulière, avec le public.

Quatre-vingt-cinq orateurs se sont ensuite adressés au Segment de haut niveau, dont 17 ministres et 9 vice-ministres. Plusieurs orateurs, dont les délégués de BAHRAIN, du CAP VERT, de la CROATIE, de la REPUBLIQUE DOMINICAINE, du KIRGHIZSTAN, du MAROC, du NEPAL, de l'OUGANDA, du VIETNAM et du YEMEN, ainsi que de l'UNION DU MAGHREB ARABE, ont donné un aperçu des activités menées par leur pays dans le cadre de la CLD. Plusieurs orateurs, dont les délégués du SOUDAN et de la PALESTINE, ont souligné les liens entre les ressources naturelles et les conflits. Le délégué du GUATEMALA a parlé des efforts régionaux que son pays est en train de conduire. La NAMIBIE a décrit les efforts nationaux visant à l'adaptation aux changements climatiques, avec une concentration sur les changements devant être apportés dans les systèmes agricoles. L'AFRIQUE DU SUD a décrit ses activités, y compris la mise en place du Réseau de surveillance de la biodiversité, la gestion des plantes exotiques et les stratégies de gestion des feux de veld.

La GUINEE EQUATORIALE a appelé à des directives de la CdP dans l'élaboration des synergies entre les Conventions de Rio. La ROUMANIE a déclaré que la CCCC et la CDB pourraient tirer profit des synergies avec la CLD et pas simplement vice versa. La GAMBIE a déclaré que le manquement à l'acceptation des liens entre les Conventions de Rio sera le signe d'un manque de sérieux

et d'engagement en faveur de la CLD. La BOLIVIE a mis en relief les liens entre les eaux et les sols. Le délégué de l'ALBANIE a rapporté que son pays a élaboré un document stratégique sur les synergies entre les trois Conventions de Rio.

La BARBADE a mis l'accent sur la connexion entre les changements climatiques et la désertification et, aux fins de mieux y faire face, a appelé à établir un lien interinstitutionnel formel et à l'établissement d'un programme de coopération, ainsi qu'à une collaboration avec les pays pour comprendre les principales vulnérabilités. Soulignant que la CdP 8 marque un tournant pour la CLD, HAÏTI a réitéré l'importance des synergies des trois Conventions de Rio, et le Portugal, au nom de l'UE, a mis l'accent sur l'adjonction de la rareté de l'eau et la gestion des ces interconnexions.

Outre la déclaration que la synergie entre les conventions devrait "aller au-delà des mots," le BURKINA FASO a indiqué que la CLD est un outil pour la réalisation des OMD, mais qu'elle est entravée par des contraintes de ressources. Mettant en exergue le potentiel de la CLD en tant qu'instrument pour le traitement de la pauvreté, l'ALLEMAGNE a déclaré que la Convention est centrée sur les êtres humains et non sur les institutions. Le délégué des ÎLES SALOMON a appelé, contre l'érosion des terres, à des solutions centrées sur l'être humain. Le VENEZUELA, soulignant la contribution en ressources qu'il a apportée à la mise en œuvre de la CLD, a indiqué que l'APD n'augmente pas la dépendance et la pauvreté. L'IRAN a déclaré que la synergie doit commencer au niveau national.

La CCCC a donné un aperçu de sa récente étude sur l'investissement et les flux financiers, qui indique que le financement réservé actuellement à l'adaptation est insuffisant pour la satisfaction des besoins futurs en matière d'adaptation, et a indiqué que le Groupe de liaison conjoint (GLC) des Conventions de Rio a déterminé l'adaptation et traité le déboisement comme étant les domaines de collaboration prioritaires. La CDB a souligné que la réunion de mercredi du GLC avait adopté quatre mesures concrètes pour améliorer les synergies entre les Conventions. L'OMM a élaboré sur l'établissement, en coopération avec la CLD, du Centre de gestion des sécheresses pour le sud-est européen.

Le Pakistan, au nom du G-77/CHINE, a rappelé que le Plan d'action 21 et le Plan de mise en œuvre de Johannesburg détermine la CCCC comme étant l'instrument clé du traitement des changements climatiques, et a appelé au renforcement des mécanismes de financement des activités d'adaptation, y compris à travers le FEM et autres fonds en rapport. L'ARMENIE a souligné les rôles des sources de financement, telles que le Fonds d'adaptation et le MDP, dans le traitement de la désertification et les changements climatiques. Le GABON a déclaré que ses forêts absorbent l'équivalent carbonique de la quantité émise par les cinq grandes puissances européennes, et que les pays polluants devraient payer pour le problème causé.

Présentant la Position commune africaine, le GHANA a encouragé les parties à honorer leurs obligations, à soutenir et à institutionnaliser les URC et au renforcement de la coordination

entre le MM et le secrétariat.

Au sujet du plan stratégique décennal, les orateurs ont suggéré: qu'il nécessite des objectifs concrets, de préférence quantitatifs (MEXIQUE); qu'il devrait mettre l'accent sur l'amélioration des capacités au niveau local, pour l'adaptation aux changements climatiques et sur l'accroissement du soutien destiné aux pays en développement pour la lutte contre la désertification (CHINE); qu'il permettra l'adoption de meilleures stratégies intégrées régionales et mondiales (HONDURAS); qu'il devrait rendre compte des besoins des pays du sud-est européen (MOLDAVIE); qu'il devrait être accompagné d'un cadre de mise en œuvre (TCHAD); et qu'il nécessite un budget substantiel pour être efficace (GUINEE). Le SWAZILAND a déclaré que toutes les parties devraient le mettre en application, dans la mesure des différents moyens dont elles disposent.

L'UE a noté que l'approbation du plan stratégique décennal et d'un budget adéquat, assortie d'une collaboration solide entre le Secrétariat et le MM, fournit les conditions requises pour la mise en œuvre de la CLD. La CÔTE D'IVOIRE a déclaré que le plan devrait être adopté et les réformes requises, appliquées.

Au sujet du MM, les orateurs ont déclaré qu'il devrait être localisé au sein du FIDA (GUATEMALA); coopérer, de manière plus étroite, avec le Secrétariat et poursuivre le travail dans le cadre de ses nouvelles réformes (BENIN); être renforcé dans sa structure (BRESIL); et s'engager dans le renforcement des capacités (MALI). Le FIDA a souligné son grand engagement en faveur du MM. Le MM a déclaré: qu'il a hâte de "travailler comme un seul organe" avec le Secrétariat, sur la base de leurs différents mandats et fonctions; que la coopération du MM avec le FIDA est en train de devenir plus solide; et que la CdP a déjà fourni aux MM et au Secrétariat, des directives solides sur la manière d'aller de l'avant. Le NIGERIA a déclaré qu'on ne devrait pas faire du MM un secrétariat de rechange ou l'engager dans des fonctions en concurrence avec celle du Secrétariat. Affirmant son engagement en faveur des Principes de Rio et de la Déclaration de Paris, la NORVEGE a mis en relief l'établissement des priorités de la gestion durable des terres, de manière à qualifier la CLD au financement.

Le délégué des EAU a plaidé pour le renforcement des UCR, la MAURITANIE a exprimé son engagement en leur faveur, et le SENEGAL a appuyé l'idée d'en faire des institutions du Secrétariat.

L'ARGENTINE a parlé du rôle d'organes scientifiques, tels que le GIEC et le CST, dans la détermination des méthodes et solutions pour la lutte contre la désertification. Le NIGER a indiqué que le CST devrait faire davantage pour s'assurer que les connaissances scientifiques soient disponibles aux populations. La FRANCE a déclaré que la CLD devrait être le centre d'information et d'expertise sur la désertification. Le KENYA a indiqué que la Convention devrait se concentrer sur des outils, modèles et méthodes aptes à être améliorés par les parties. Le délégué de l'ISLANDE a plaidé pour l'établissement d'un groupe d'experts indépendant pour la CLD, et a rapporté les résultats des récents forums sur les sols, tenus dans son pays. ISRAËL a décrit le Réseau mondial nouvellement établi sur les Instituts de recherche sur les terres sèches (RMIRTS) qui peuvent aider le travail du CST.

La LYBIE, la SYRIE, l'ALGERIE et l'ARABIE SAOUDITE, entre autres, ont apporté leur appui à la proposition de proclamer 2010-2020, décennie de la lutte contre la désertification. Le QATAR a déclaré qu'il souhaitait accueillir la prochaine CdP. Le ZIMBABWE a accueilli avec satisfaction les contributions et les délibérations émanant de cette conférence sur les préparatifs des CDD 16 et 17.

DJIBOUTI a plaidé pour des réformes au sein du FEM, qui améliorent l'équité entre les Conventions de Rio. La TANZANIE a souligné au FEM le besoin de créer des capacités en matière d'élaboration des programmes. La JORDANIE a réitéré l'importance du FEM en tant que principal mécanisme de financement de la CLD, a encouragé la revitalisation du MM, et a appelé à une assistance au-delà de l'Afrique.

La ZAMBIE a appelé les pays industrialisés parties à adopter des mesures d'encouragement du commerce équitable qui permettraient à la Zambie et à la Communauté de développement

de l'Afrique australe (SADC) d'accroître leur participation dans le commerce international, telles que des mesures en faveur des produits organiques et des produits forestiers.

GROUPE DE CONTACT DE COMPOSITION NON LIMITEE – PROGRAMME ET BUDGET

Coprésidé par Ositadinma Anaedu (Nigeria) et Jozef Buys (Belgium), le groupe de contact s'est réuni tout le long de la journée. Diverses options concernant le budget ont été soumises par les délégations, notamment: l'adoption de la proposition de budget du Secrétariat; une augmentation budgétaire de 10%, en euros; une augmentation budgétaire de 5% en dollars; et une augmentation nominale nulle en dollars. Anaedu a expliqué qu'une augmentation de 5% en dollars signifierait une baisse de 10% en euros.

Suite à la suggestion d'une délégation, le groupe a déterminé les principaux messages qui devraient être transmis dans la décision concernant les programmes et budget, y compris: l'alignement du budget sur le plan stratégique; la recherche de l'efficacité dans l'utilisation des ressources et des opérations du Secrétariat et du MM; la recherche d'une utilisation judicieuse des ressources du Fonds supplémentaire; la prise en compte de toutes les décisions de la CdP; et la clarté des rapports financiers établis sur la base d'une gestion axée sur les résultats.

Le groupe a ensuite procédé à une deuxième lecture du Projet de décision 23/COP 8 (programme et budget). Les délégations sont parvenues à s'accorder, entre autres, sur les paragraphes: accueillant favorablement l'adoption du plan stratégique décennal; prenant note de la désignation, par le Secrétaire Général de l'ONU, du Secrétaire exécutif au rang de Secrétaire Général adjoint; et notant que les opérations du Secrétariat et du MM doivent être gérées sur la base du montant du budget central biennal approuvé. Les délégations reprendront les négociations autour des libellés crochétés, vendredi.

GROUPE DE CONTACT DE COMPOSITION NON LIMITEE – CRIC

Le groupe de contact présidé par Bongani Masuku (Swaziland) s'est réuni l'après-midi. Les délégués ont été informés que, pour des raisons juridiques, il n'est pas possible d'harmoniser les rapports établis dans le cadre des trois Conventions de Rio, ils ont ensuite modifié la formulation portant sur ce sujet, figurant dans le projet de décision 6 du CRIC, pour demander au Secrétariat, avec d'autres secrétariats du GLC, de fournir des conseils sur la manière de rendre les rapports plus efficaces.

Au sujet du projet de décision L.15 de la GC, les parties ont décidé de renouveler le mandat du CRIC en tant qu'organe subsidiaire de la CdP. Elles ont convenu qu'il devrait fonctionner en vertu de ses attributions actuelles "selon ce qu'il convient" et que ces attributions devraient être "révisées en fonction des besoins," à la CdP 9, en gardant à l'esprit le plan stratégique décennal, les décisions pertinentes de la CdP 8, et les résultats des CRIC 7 et 8.

DANS LES COULOIRS

Le "Comité des amis du président" sur le plan stratégique décennal s'est réuni tout le long de la journée et était susceptible de travailler jusque tard dans la nuit, jeudi, suite à une "percée" réalisée à 2 h du matin, jeudi. On croit savoir que les parties pourraient avoir décidé: d'avoir l'UIC mener une évaluation du MM, ainsi que du cahier des charges de l'évaluation; et de continuer à soutenir les UCR, en attendant l'élaboration de propositions régionales sur les mécanismes pour la facilitation de la coordination régionale et l'évaluation menée par le Secrétariat des initiatives actuelles, pour examen à la CdP 9. Les progrès, d'ordre général, accomplis ont été, selon des sources informées, lents, et jeudi soir les délégués ont abordé uniquement les dispositions relatives au Secrétariat, au MM et au suivi de la performance, et a signalé qu'on allait sans doute vers une situation sans issue, le groupe sur le budget en train d'attendre que des progrès soient accomplis sur le plan stratégique et vice versa.

COMPTE RENDU FINAL DU ENB: Le numéro du *Earth Negotiations Bulletin* consacré à la synthèse et analyse de la CdP 8, sera disponible en ligne à partir du lundi 17 septembre 2007, à: <http://www.iisd.ca/desert/cop8/>